



# TABULA RASA

**JOURNAL MURAL  
CONTRE LA PRISON ET TOUS LES ENFERMEMENTS**

PARUTION IRRÉGULIÈRE.

N°4. MAI 2020.

CAEN.

NOUS SOMMES CONTRE LES PRISONS, les frontières et tous les enfermements parce que nous pensons que le seul remède aux maux de cette société, c'est la liberté, la destruction de toute oppression et exploitation, la destruction des fondements même de cet ordre social.

Nous désirons faire payer à la mesure de nos moyens ce nouvel affront à notre liberté que constitue la construction d'une nouvelle prison à Caen, nous en prendre à ce système répressif, notamment à toutes les entreprises, les services publics et les associations, qui se font du fric avec la construction ou l'administration quotidienne de nouvelles prisons, de centres de rétention, qui participent de loin ou de plus près à administrer et contrôler nos vies au profit de l'Etat et du capital.

NOUS NE NOUS FAISONS PAS POUR AUTANT D'ILLUSIONS. Il y a peu de chance que nous arrivions à repousser ce projet de nouvelle prison. Et même si nous en venions à bout, nous n'aurions alors réussi qu'à ajourner une des trop nombreuses infrastructures de ce système répressif.

Or, la répression ne s'exerce pas uniquement dans des infrastructures - taulas, Centre de Rétention Administratifs, caméras, Hôpitaux Psychiatriques, etc.- ni seulement par ceux et celles qui les administrent, mais s'inscrit dans des rapports sociaux, un maillage de relations, des appareils idéologiques qui sont aussi importants à détruire.

Nous avons également pleinement conscience que nous embourber dans un combat asymétrique et inégal avec l'Etat serait pour nous suicidaire, et que seul un mouvement insurrectionnel généralisé animé de perspectives révolutionnaires reste en mesure d'abattre ce tissu oppressif. Bref qu'on n'abat pas l'enfermement et le contrôle sans détruire le monde qui les produit.

Cela ne suffira pas pour autant à nous résigner à supporter cette énième construction, parce qu'elle nous est insupportable. C'est dans cette perspective que nous souhaitons nous y attaquer pour rendre visible ce qu'Etat et capital veulent laisser invisible. Et participer à notre mesure à faire table rase de ce qui nous détruit.

Tabula Rasa est l'un des moyens de faire vivre ce combat.

Il s'agit de détruire le système répressif

## Contre le virus de l'enfermement.

L'AIR CONFINÉ EST LOURD. Dans ce contexte pandémique, l'état d'urgence et son administration ont les coudées franches pour nous asséner de nouveaux coups de vis. La peur de la maladie, martelée par les médias, les injonctions à l'autocontrôle, à la responsabilisation individuelle, à la délation même s'ajoutent à la législation et à la répression pour verrouiller et contrôler encore un peu plus nos vies. Fin avril, on frisait le million de procès-verbaux pour plus de 15 millions de contrôles. Au moins 60 mois de prison ferme avaient été distribués entre mi-mars et début avril pour non-respect du confinement. Dans certaines villes, jusqu'à 70% des appels dans les comicos sont des dénonciations des voisins et voisines.

LES ÉCARTS ET LA « DISTANCIATION » SOCIALE qui nous sont pourtant bien familiers en temps normal s'alourdissent : les bourges télétravaillent pendant que les prolos vont au turbin la peur au ventre, les « stars » branchées nous exhortent depuis leurs domiciles cossus à rester chez nous tapis dans des placards à balai. Et pendant ce temps, des groupes rebelles sur les réseaux sociaux appellent à des manifestations de balcon vengeresses.

ET PUIS IL Y A LES CONFINÉES DE « TOUJOURS », dans les taulas, en centre de rétention ou en psychiatrie : les prisonnières qui sont entassées dans une promiscuité non désirée derrière de hauts murs. L'état d'urgence n'y fait point défaut, au contraire. Là où l'administration pénitentiaire est déjà en temps normal écrasante, elle jouit désormais d'une totale liberté.

Les taulards, qui ont les premiers montré la voie de la révolte en multipliant les mutineries en Italie, en

France et à travers le monde, sont privés de tout contact avec l'extérieur. Sans parler ni activités, ils et elles se retrouvent surtout doublement confinés.

ET LE TOUR DE PASSE-PASSE du gouvernement qui, pour faire bonne figure, agitait la carotte de la dépopulation des prisons pour se donner des airs débonnaires, ne doit pas nous tromper : la « liberté » qui a été accordée ne l'a été que pour des fins de peine. Le gouvernement a annoncé libérer 5.000 détenu-es (sur plus de 70.000), mais une bonne partie des sorties étaient en réalité déjà prévues avant. Rien à attendre des garants de l'ordre existant. D'un autre côté, la détention provisoire maximale sans passer devant un juge est allongée de deux à six mois et des tas de réfractaires sont incarcérés pour non-respect du confinement. La logique carcérale étend encore son emprise. Plutôt que de vider les prisons, le pouvoir choisit de les remplir. Les 11.500 détenu-es en moins actuellement sont uniquement du-es à la diminution des crimes et délits dans la période, laissant nombre de taulas surpeuplées.

HEUREUSEMENT, L'AGITATION ACTUELLE dans les prisons italiennes ou françaises, flanquées de drones et malgré la répression jusqu'au sang et dans l'indifférence générale des médias dominants, démontre que même dans des conditions aussi défavorables, des révoltes individuelles et collectives sont possibles ; certains se sont même parfois fait la belle au bout de beaux efforts.



## Pour construire des prisons, il faut une boîte du BTP

Le chantier de la future prison d'Ifs, dans le sud de l'agglomération caennaise, sera réalisé par **SPIE Batignolles** à partir de l'été 2020. Cette maison d'arrêt entassera de 550 à plus de 1.000 détenus en attente de leur procès (près de 30% des personnes incarcérées en France sont en détention provisoire) et des personnes qui ont commis de petits délits, principalement pour deal ou possession de drogue (20% des condamnés) ou pour vol et dégradation (20% des condamnés) et ont été condamnés à des peines inférieures à 2 ans. SPIE Batignolles, 4<sup>ème</sup> groupe du BTP français, est une multinationale qui pèse 2 milliards d'euros et emploie 7.500 salariés. Il est détenu à 70% par ses cadres dirigeants. Il mène des chantiers en France, au Moyen-Orient, au Brésil, en Chine, en Egypte, etc. dans des domaines aussi sympathiques que les autoroutes, les centrales nucléaires, les tunnels, etc. L'entité Nord du groupe collabore avec l'Agence Publique pour l'Immobilier de la Justice pour construire et rénover tribunaux et prisons. On peut les féliciter pour leur dévouement à *Abscis-Bertin Production, 21 avenue de la grande plaine à Bretteville/Odon, au 13 rue François Arago à Ifs, au 28 bvd de Verdun au Grand-Quevilly, ou encore au 4195 route des entreprises à Gonfreville-l'Orcher.*



# DES REVOLTES DANS LES PRISONS.



**15 mars** : A Metz, une centaine de détenus refusent de réintégrer leurs cellules, protestant contre les mesures annoncées renforçant l'isolement et la coercition des taulards dans le cadre de la pandémie de coronavirus.

**17 mars** : Un prisonnier meurt du Covid-19 à Fresnes et l'administration pénitentiaire annonce la suppression des parloirs pour cause de pandémie du coronavirus. Les activités sont supprimées. En réponse, une mutinerie éclate à la prison de **Grasse**. Une centaine de détenus fracasse des portes, allument des feux, jettent des pierres sur les surveillants. Tirs de sommation, intervention des ERIS et du RAID mettent fin à la révolte.

**18 mars** : Des révoltes démarrent dans plusieurs prisons françaises : **Bois d'Arcy (Yvelines), Lyon, Grenoble, Villefranche, Aiton, Angers, Douai, Epinal, La Santé, Lille-Sequedin, Maubeuge, Réau, Reims, Montauban, Nancy, Perpignan, Saint-Etienne, Toulon, Valence et Varennes-le-Grand.**

**19 mars** : A **Agentan** (Orne), une quinzaine de détenus grimpent sur le toit du centre de détention en criant « des parloirs ! ». Des projectiles ont été lancés sur les surveillants. Tirs de sommation, ERIS, GM mâtent la révolte. Plusieurs détenus sont placés à l'isolement et 3 sont transférés.

**21 mars** : **Neuvic** (Dordogne). Dans la matinée, une révolte éclate au centre de détention. Un détenu a dû être transporté à l'hôpital intoxiqué par les fumées liées aux incendies. Après que les ERIS sont intervenues, un détenu a été transféré à Bordeaux, les deux autres ont été placés en quartier disciplinaire.

A **Draguignan** (Var), une émeute éclate à la prison. Une quarantaine de détenus bloque la cour de promenade, casse une table en béton qu'ils ont utilisé pour bloquer une porte d'accès. Plusieurs caméras de surveillance sont détruites, ainsi que des guérites de surveillance. En début de soirée, des ERIS en provenance de Marseille interviennent pour mater la révolte.

**Coulaines** (Sarthe). Une petite trentaine de détenus refuse de nouveau de remonter en cellule à la suite de la promenade aux alentours de 17h. Des grilles sont cassés. Les ERIS interviennent.

Des désordres similaires ont lieu dans les prisons de **Roanne, Marseille et Aix-Luynes** (Bouches-du-Rhône), où les détenus refusent de remonter en cellule pendant plus d'une heure. À **Nanterre**, 30 détenus auraient pris part au mouvement de contestation ; ils seraient 18 à **Varennes-le-Grand** (Saône-et-Loire). Plusieurs mutins sont placés en quartier disciplinaire.

A **Béziers** (Hérault), près de 80 détenus de la prison du Gasquinois se révoltent au moment de la promenade. Les ERIS de Toulouse interviennent et 5 détenus sont placés en garde à vue, dont trois pour « dégradations d'un bien d'utilité publique et commises en réunion », et deux autres pour « violences aggravées pour des jets de pierre et des crachats sur des agents pénitentiaires ». De plus, 3 autres détenus sont placés en quartier disciplinaire et passeront en commission de discipline en début de semaine.



Les prisonniers **italiens** ont montré la voie. Un mouvement de révolte gagne les prisons dès le 8 mars contre les mesures répressives pour faire face au coronavirus. La répression est sanglante et 8 taulards sont tués, mais plusieurs évasions réussissent.

Une prison **écossaise** est dévastée par les révoltés le 23 mars.

En **Russie**, une mutinerie incendiaire a éclaté dans la prison de la région d'Irkoutsk en Sibérie orientale le 9 avril. Plusieurs prisonniers de la colonie pénitentiaire numéro 15 de la ville d'Angarsk ont notamment brisé des caméras de surveillance et attaqué un gardien, selon les services pénitentiaires régionaux.

Le 18 mars, une évasion de masse a eu lieu dans la prison de San Carlos (Zulia) au **Venezuela**, au cours d'une émeute déclenchée là aussi suite à l'annonce des mesures restrictives : 84 prisonniers réussissent à s'évader, 10 sont abattus au cours de la tentative.

Au **Chili**, une tentative massive d'évasion a lieu le 19 mars à la prison de Santiago. Elle échoue et est durement réprimée.

En **Colombie**, une mutinerie éclate dans la prison de San Juan de Pasto le 7 avril suite à la suppression des parloirs. 3 prisonniers et 7 matons ont été blessés. Les prisonniers ont exigé la « Liberté » immédiate par le gouvernement. La police et les forces anti-émeute de l'armée sont intervenues pour mater les révoltés.

Le 21 mars, plusieurs mutineries avaient déjà éclaté dans 13 prisons colombiennes, faisant 23 morts et 83 blessés parmi les prisonniers.

En **Argentine**, après une première mutinerie le 20 mars suite à la suppression des parloirs, une autre éclate le lundi 6 avril dans la prison de Bouwer. Sans moyens d'hygiène, les prisonniers demandent à être libérés ou assignés à résidence.

La révolte générale au **Liban** a d'abord repris dans les taules. Le matin du 16 mars, les équipes anti-émeute font irruption dans deux des plus grandes prisons, à Roumieh et Zahle, pour ramener le calme ; plusieurs témoins parlent de barreaux démontés, de colonnes de fumée, de prisonniers blessés. Une

A la prison de **Sequedin**, près de Lille (Nord), une soixantaine de détenus refuse de regagner leurs cellules à l'issue de la promenade. Après l'intervention des ERIS, 4 d'entre eux sont placés en quartier disciplinaire, d'autres seront jugés en comparution immédiate lundi 23 mars. Au total, 11 détenus en France comparaitront devant la justice pour les révoltes de cette journée.

**22 mars** : A **Uzerche** (Corrèze), une révolte éclate au centre de détention et des prisonniers montent sur les toits après avoir arraché une poutre qui sert de bélier. 88 détenus selon l'AP défoncent des portes, détruisent les bureaux et mettent le feu. Deux bâtiments sont totalement détruits, avec 1 à 2 ans de travaux. 333 détenus sont transférés. Un hélico et des gardes-mobiles sont venus prêter main-forte aux ERIS pour mâtent la rébellion.

A **Maubeuge** (Nord), une mutinerie éclate en début d'après-midi. Plus de 80 détenus y prennent part. Tout part du refus de remonter en cellule à l'issue de la promenade de quelques détenus. Les prisonniers ont allumé des feux. Face à cette soudaine explosion de rage des détenus, on apprend que l'armurerie de la taule a exceptionnellement été ouverte aux matons, qui se sont armés de fusils à pompe en attendant l'arrivée des ERIS, GM et policiers en provenance de Lille.

A la prison de **Longuenesse** (Pas-de-Calais), une trentaine de détenus refuse de retourner en cellule à l'issue de la promenade peu avant 14h et bloque les accès. Visés par des projectiles, les matons sont contraints de déguerpir. Des vitres et le poste de surveillance de la promenade sont brisés. Les ERIS interviennent.

D'autres mouvements de contestation ont éclaté dans les prisons de **Meaux, Nantes, Carcassonne, Moulins, Limoges, à Rennes-Vezin et Saint-Malo** (dans ces deux, deux détenus placés en quartier disciplinaire), **Nice** ou encore **Fleury-Mérogis**.

**1<sup>er</sup> avril** : Une révolte incendiaire éclate à la prison de **Rémire-Montjoly** de Cayenne (Guyane). Une centaine de détenus mettent le feu à une aile de la taule et détruisent du matériel de sécurité. Des clés sont subtilisées à un surveillant. Un hélico des flics survole la prison pendant l'intervention des GM et du GIGN.

**17 avril** : Une révolte éclate à la prison de **Toul** (Meurthe et Moselle). Une quarantaine de prisonniers détruisent des caméras et boutent le feu. Les ERIS et la BAC interviennent. 21 détenus sont transférés.

**26 avril** : A **Fresnes**, des détenus boutent le feu à la prison en jetant des projectiles inflammables depuis leurs cellules. Des transferts de prisonniers sont annoncés. Officiellement, plus de 100 détenus sont infectés par le Covid-19 et plus de 1000 sont placés en quarantaine.

mutinerie éclate dans la prison Qoubbeh à Tripoli le 7 avril. Incendies, affrontements avec les forces de sécurité à l'intérieur et à l'extérieur avec des familles de détenus et des soutiens. Parmi les slogans chantés, plusieurs réclament l'amnistie générale. Par ailleurs, une tentative d'évasion par tunnel a été déjouée dans la prison de Zahle le 6 avril.

En **Irak** aussi des révoltes éclatent. Le 20 mars, premier jour de l'année iranienne, 23 détenus se sont évadés d'une prison de Khorramabad, à l'occasion d'une mutinerie nocturne pendant que les gardiens recensaient les prisonniers concernés par une mesure de grâce décrétée pour le Nouvel An. Selon l'agence de presse iranienne Irna, 3 autres mutineries ont eu lieu depuis le 21 mars dans des prisons de l'ouest du pays, Le 30 mars, une émeute éclate à la prison d'Adel Abad, la principale prison de la ville de Shiraz. Plusieurs caméras sont détruites et deux sections sont notamment saccagées... Le 27 mars, 73 détenus s'évadent de la prison de Saqqez, dans la province du Kurdistan. Dans la foulée, 20 d'entre eux sont rattrapés ou se rendent d'eux-mêmes aux autorités. Les 1<sup>er</sup> et 2 avril, une révolte secoue la prison de Sheybani (province du Khuzestan). En deux jours, il y aurait eu au moins 2 tués et 5 évadés.

En **Iran**, la libération « provisoire » de 85 000 prisonniers de droit commun ne réussit pas à étouffer la rage qui couve dans de nombreuses prisons : le 27 mars, 80 détenus s'évadent de la prison de Saqqez, dans le Kurdistan iranien.

Au **Tchad** le 20 mars, se produit une nouvelle tentative d'évasion de masse dans la prison Amsinéné de N'Djamena.

Aux **États-Unis**, le 23 mars, 9 prisonnières s'évadent de la prison pour femmes de Pierre (Dakota du Sud) le jour même où une d'entre elles avait été testée positive au Covid-19 (4 d'entre elles seront capturées les jours suivants). Le même jour, 14 détenus s'évadent d'une prison du comté de Yakima (Washington DC) peu après l'annonce du gouverneur sur l'obligation de rester confiné à la maison.

Le 29 mars, une révolte éclate en **Thaïlande** dans la prison de Burinam, au nord-est du pays, où plusieurs détenus réussissent à s'échapper.